

AR JEAN-BERNARD GALLOIS

13 juillet 2021, 13:08, mis à jour le 13 juillet 2021, 17:45

Le plan de relance hongrois bloqué par la Commission européenne

Le plan de la Hongrie, de 7,2 milliards d'euros, est toujours à l'examen, au-delà de la date butoir fixée par Bruxelles. Selon une porte-parole de la Commission européenne, son évaluation pourrait encore prendre des semaines, voire davantage. Ce sont les questions d'État de droit et d'irrégularités dans la gestion des fonds communautaires qui posent problème.



Il devait être le dix-septième plan à être approuvé par la Commission européenne. Mais, mardi 13 juillet, le programme hongrois était toujours examiné par les services de l'exécutif européen. *“L'évaluation n'est pas encore conclue”*, a indiqué la veille la porte-

parole de la Commission européenne, Arianna Podesta. Cette dernière a ajouté que la Commission demanderait aux autorités hongroises une prolongation du délai d'évaluation, qui *“peut prendre des semaines plutôt que des jours. C'est pourquoi la Commission européenne proposera aux autorités hongroises d'accepter un délai prolongé de deux mois”*.

Ce délai doit faire l'objet d'un accord entre Bruxelles et le pays concerné. Depuis quelques jours, les eurodéputés mettent la pression sur la Commission européenne pour qu'elle suspende le plan de relance de la Hongrie. Ils lui demandent de subordonner l'attribution des fonds européens au respect de l'État de droit.

À lire [Le plan de relance de la Slovaquie accepté sur fond](#)
aussi : [d'inquiétude](#)

Le bureau du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a répondu qu'il n'y avait *“aucune raison réelle pour qu'une organisation de l'Union européenne rejette le plan de relance hongrois. Nous avons répondu aux nouvelles demandes soudaines de la Commission européenne. La Hongrie a déjà rempli toutes les conditions que les membres doivent remplir en vertu du décret sur le plan de relance et de résilience européen”*.

Les causes de ce retard ne sont pas indiquées officiellement par la Commission. Mais le principal problème semble résider dans le contrôle de l'allocation des fonds. La Hongrie est le pays où il y a

le plus d'irrégularités dans la gestion des fonds européens, selon l'Office européen de lutte antifraude (l'Olaf).

Depuis février, Bruxelles demande au gouvernement Orban de réformer sa législation sur les marchés publics afin de réduire des *“irrégularités systémiques”* qui favorisent les entreprises de l'entourage du Premier ministre. Des demandes de la Commission européenne qui sont encore sans réponse pour l'instant. La Hongrie est aussi au cœur des débats avec l'adoption, voici quelques semaines, d'une loi anti-LGBT par son parlement, pour laquelle la Commission se prépare à lancer une procédure en infraction contre le pays devant la Cour de justice européenne.